

# Justice Compromise

## L'héritage des tribunaux communautaires *gacaca* du Rwanda

### Études de cas • Juin 2011

Les quatre études de cas contenues dans ce document sont extraites du rapport de Human Rights Watch « Justice compromise : L'héritage des tribunaux communautaires *gacaca* du Rwanda », publié le 31 mai 2011 (<http://www.hrw.org/en/reports/2011/05/31/justice-compromised-o>) et devraient être lues en conjonction avec ce rapport.

Ces cas ont été sélectionnés parce qu'ils illustrent diverses préoccupations relatives aux droits humains observées par Human Rights Watch durant des procès *gacaca* dans différentes parties du Rwanda. De nombreux autres cas sont mentionnés dans le rapport complet.

Depuis 2005, un peu plus de 12 000 tribunaux communautaires *gacaca* au Rwanda ont entendu plus d'1,2 million d'affaires contre des personnes accusées d'implication dans le génocide perpétré dans le pays en 1994. La population locale dans tout le pays a participé à ces procès, et les juges étaient des membres de la communauté sans expérience juridique. Les objectifs du système *gacaca* étaient de rendre la justice pour le génocide, de réduire la population carcérale massive et de favoriser la réconciliation. Cette expérience ambitieuse de justice transitionnelle laisse derrière elle un héritage mitigé.

Reconnaissant le défi énorme auquel le gouvernement rwandais était confronté dans la construction d'un système permettant de traiter rapidement des dizaines de milliers d'affaires, le rapport de Human Rights Watch, « Justice compromise : L'héritage des tribunaux communautaires *gacaca* du Rwanda », relève les principaux accomplissements du système *gacaca*, notamment la rapidité du travail des tribunaux, la forte participation des communautés locales et l'opportunité pour les rescapés du génocide de connaître le sort de leurs proches. Le système *gacaca* pourrait également avoir contribué à ce que certaines victimes trouvent le moyen de vivre en paix avec leurs voisins, dont certains sont susceptibles d'avoir perpétré des crimes contre elles ou leurs familles. Toutefois, le processus à plus long terme visant justice et réconciliation demeure ardu et incomplet.

Les Rwandais ont eu un prix à payer pour les compromis qu'ils ont faits en appliquant une justice communautaire à des crimes aussi graves que celui de génocide. Associant des éléments d'un système juridique punitif moderne avec des traditions de résolution des conflits plus informelles, le processus *gacaca* était dépourvu d'un certain nombre de protections importantes contre les violations de procédure.

Fondé sur de nombreuses observations de procès et des entretiens approfondis menés par Human Rights Watch, et s'appuyant sur plus de 350 affaires *gacaca*, le rapport explique de quelle façon la justice a été compromise dans de nombreuses affaires. Il met en lumière un large éventail de violations des normes relatives aux procès équitables, à savoir des limitations de la capacité des personnes accusées à se défendre de façon efficace, des actes d'intimidation contre des témoins à décharge, des prises de décision défectueuses en raison de la formation inadéquate des juges non professionnels ainsi que des directives insuffisantes sur l'application de concepts complexes de droit pénal. De nombreuses décisions ont été probablement influencées par les liens des juges avec les parties à un procès, ou bien par leurs opinions préconçues sur ce qui s'est passé pendant le génocide. D'autres affaires laissent à penser que certaines accusations de participation au génocide n'étaient en réalité que des charges fabriquées liées à des litiges entre voisins et parents ou à des tentatives du gouvernement pour faire taire ses détracteurs. La corruption de certains juges et de certaines parties intéressées a constitué une menace constante pour l'intégrité du système et certains juges ont dû être révoqués pour ce motif. Les cas ci-joints illustrent certaines de ces préoccupations.

Alors que le système *gacaca* arrive à son terme, le gouvernement rwandais est confronté à un autre défi : corriger les injustices et les graves irrégularités de procédure qui se sont produites au cours de ce processus. La reconnaissance fin 2010 par le gouvernement de la nécessité de corriger les erreurs judiciaires constitue un pas positif. Toutefois, la proposition que de telles affaires soient à nouveau jugées par des tribunaux *gacaca* risque de reproduire les mêmes problèmes et pourrait ne pas remédier à la situation. Un mécanisme plus approprié pourrait comporter une unité spécialisée au sein du système judiciaire classique, dotée de juges professionnels ou d'autres professionnels du droit, pour examiner les affaires. Une gestion équitable et impartiale de ces affaires revêtira une importance primordiale pour l'héritage du système *gacaca* ainsi que pour le renforcement du système judiciaire rwandais à plus long terme.



## LE CAS DE FRANÇOIS-XAVIER BYUMA

**Le cas de François-Xavier Byuma illustre les préoccupations relatives au droit à une justice équitable et impartiale, le droit à un avocat, le droit à la présomption d'innocence, le droit de présenter des témoins à décharge et le droit de ne pas témoigner contre soi-même.**

Le défenseur des droits humains François-Xavier Byuma a été condamné suite à des accusations liées au génocide lors d'un procès *gacaca* qui a violé tant le droit rwandais que le principe fondamental selon lequel les personnes accusées doivent être jugées devant un tribunal équitable et impartial.

Byuma avait travaillé pour la Ligue rwandaise pour la promotion et la défense des droits de l'homme (LIPRODHOR) depuis de nombreuses années. Au moment où des allégations de génocide à son encontre ont surgi pour la première fois début 2007, Byuma dirigeait une organisation pour la défense des droits des enfants (Turengere Abana) et avait récemment commencé une enquête sur une allégation de viol d'une jeune fille de 17 ans par un juge *gacaca* local.<sup>1</sup> Sachant que ce juge présiderait le tribunal, Byuma a immédiatement écrit au SNJG en exprimant sa crainte de ne pouvoir bénéficier d'un procès équitable. Sa lettre a été jugée « sans fondement et injustifiée ».<sup>2</sup>

---

1 « Rwanda: Un tribunal *gacaca* condamne un militant à la prison », communiqué de presse de Human Rights Watch, 30 mai 2007, <http://www.hrw.org/en/news/2007/05/30/rwanda-un-tribunal-gacaca-condamne-un-militant-la-prison>; « Rwanda : Une cour d'appel confirme la peine prononcée contre un militant », communiqué de presse de Human Rights Watch, 22 août 2007, <http://www.hrw.org/fr/news/2007/08/22/rwanda-une-cour-d-appel-confirme-la-peine-prononc-e-contre-un-militant>. À l'époque, Byuma était aussi vice-président de la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL), membre de la LIPRODHOR et de l'Association des écrivains du Rwanda (IBARWA).

2 SNJG, "The Case of François-Xavier Byuma," June 12, 2007, <http://www.inkiko-gacaca.gov.rw/pdf/June%20Byuma%20Final%20copy.pdf> (consulté le 10 décembre 2010) [ci-après désigné comme la « Déclaration du SNJG sur Byuma », p. 1.

Le procès de Byuma a débuté à Kigali le 13 mai 2007. Il a été accusé d'avoir été présent à une barrière érigée pour empêcher les Tutsis de fuir le génocide, de détenir une arme à feu et d'avoir participé à un entraînement aux armes. Dès l'ouverture du procès, Byuma a demandé que les juges soient récusés pour conflit d'intérêt, mais le tribunal a rejeté sa requête.<sup>3</sup> En signe de protestation, Byuma a refusé de prendre la parole. Le juge a menacé de l'inculper pour refus de témoignage.<sup>4</sup> Byuma a décidé de se soumettre à la juridiction, en dépit de l'hostilité ouverte dont le juge président a fait preuve tout au long du reste du procès.<sup>5</sup>

Lors d'une seconde audience une semaine plus tard, Byuma s'est défendu contre les accusations, mais le juge qui présidait la séance a interrompu bon nombre de ses réponses ainsi que celles des témoins qui tentaient de déposer pour sa défense. À un moment, le juge président a accusé un témoin à décharge de mensonge.<sup>6</sup> Le tribunal a jugé Byuma coupable de participation à un entraînement aux armes et de plusieurs autres chefs d'accusation (dont participation à une attaque, et enlèvement et agression d'une femme tutsie) qui n'étaient pas mentionnés lors de la première lecture de l'acte d'accusation à Byuma avant le procès.<sup>7</sup> Le tribunal l'a condamné à 19 ans de prison. Le tribunal a acquitté deux autres personnes accusées des mêmes crimes, bien que l'une d'elles ait admis sa culpabilité pour l'un des chefs d'accusation.

Le 18 août 2007, une cour d'appel a confirmé la condamnation de Byuma à 19 ans de prison malgré de nombreuses irrégularités. Byuma avait présenté un compte rendu d'audience révélant qu'un témoin à charge qui l'avait accusé d'agression avait antérieurement témoigné qu'une personne différente avait commis ce crime (et dont le témoin n'a jamais mentionné le nom lors du procès *gacaca*). Byuma a fait remarquer que le tribunal avait refusé d'entendre certains des témoins qu'il souhaitait voir cités pour sa défense et n'avait pas concilié les contradictions entre les éléments de preuve présentés. La cour d'appel n'a fourni aucune justification de sa décision confirmant le verdict

---

3 L'article 10 de la loi *gacaca* de 2004 prévoit que les juges ne peuvent pas siéger dans des affaires où une « inimitié grave » existe avec l'accusé ou lorsque « tout autre prévenu dont le lien avec la personne intègre pourrait entraver la liberté de cette dernière. »

4 Le SNJG a appuyé la menace du juge dans une déclaration ultérieure, indiquant que le refus initial de Byuma de témoigner à son procès était « contraire à l'esprit et à la nature participative du processus *gacaca* dans son ensemble. » Déclaration du SNJG sur Byuma, p. 2.

5 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, Kigali, 13 mai 2007.

6 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, Kigali, 20 mai 2007.

7 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, Kigali, 27 mai 2007. La femme a témoigné au procès avoir été selon elle enlevée et a fourni des éléments de preuves contradictoires d'avoir été agressée par Byuma. Le tribunal, dans son jugement final, n'a pas réconcilié ni expliqué les contradictions.

de culpabilité, ni aucune explication pour avoir ignoré le fait que le juge président le tribunal d'instance inférieure avait manifestement un conflit d'intérêt avec Byuma.<sup>8</sup>

Après un tollé général des organisations locales et internationales, le SNJG a accepté la requête en révision de Byuma et a fait venir un collège de juges depuis la partie orientale du pays pour trancher l'affaire. Le SNJG a accepté avec réticence d'autoriser un avocat à assister Byuma pour sa défense (à condition qu'il ne porte pas sa robe). Lors de l'audience, toutefois, l'avocat fourni par Avocats Sans Frontières (ASF) n'a pas été autorisé à s'asseoir à côté de son client et s'est vu refuser à maintes reprises la possibilité d'interroger les témoins.<sup>9</sup> Ces restrictions, jointes à l'hostilité ouverte manifestée par le juge président la séance envers la présence de l'avocat, ont rendu son aide inefficace.

Le tribunal statuant sur la requête en révision de Byuma a accordé peu d'attention aux dépositions des nouveaux témoins à décharge, mais a conclu que de nouvelles preuves avaient été fournies par des témoins à charge, même si certaines de ces informations étaient en contradiction avec des témoignages antérieurs donnés au procès et en appel. Le tribunal a également jugé Byuma coupable de possession d'arme à feu, en violation d'une directive donnée en 2006 par le SNJG qui stipulait que la possession d'une arme à feu ou la présence à une barrière ne constituaient pas en soi un crime. Le tribunal a confirmé la condamnation de Byuma mais a réduit sa peine à 17 ans d'emprisonnement.<sup>10</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, Byuma se trouvait toujours en prison.

---

8 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, Kigali, 4 et 18 août 2007.

9 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, 24 janvier, 7 février, 7 et 14 mars 2009.

10 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Biryogo, district de Nyarugenge, 24 janvier, 7 février, 7 et 14 mars 2009.

## LE CAS DE PASCAL HABARUGIRA



**Le cas de Pascal Habarugira illustre les préoccupations relatives au droit à la présomption d'innocence et au droit de présenter des témoins à décharge.**

Le Dr Pascal Habarugira travaillait au service de gynécologie à l'hôpital de l'Université de Butare en 1994 et s'occupait d'un certain nombre de femmes et de nouveaux-nés durant la première période du génocide. Il est retourné brièvement dans sa ville natale de Cyangugu en mai 1994, avant d'atteindre Kigali en août où il a commencé à travailler au Centre Hospitalier de Kigali (CHK). En 1995, il est retourné à l'hôpital de l'Université de Butare où il a repris ses fonctions antérieures. L'année suivante, Habarugira a accepté un stage de deux mois à Paris, ce qui a entraîné des rumeurs selon lesquelles il aurait fui le pays, mais il est retourné au Rwanda plus tard cette même année. Les rumeurs ont persisté, et en 1999, il a suivi son épouse en Côte d'Ivoire pour ses études. Le couple est retourné au Rwanda en 2003, et Habarugira a repris ses fonctions à l'hôpital à Butare. Des accusations contre Habarugira ont été portées lors de la phase de collecte d'informations *gacaca* en 2005, et la police l'a arrêté en mars cette année-là alors qu'il sortait d'une conférence médicale à Kigali.<sup>11</sup>

En août 2007, Habarugira est passé en procès devant un tribunal *gacaca* sur cinq chefs d'accusation : participation à une réunion de planification du génocide, remise d'une patiente tutsie aux militaires pour qu'ils la tuent, présence à une barrière où des massacres ont eu lieu, appartenance à un comité de crise, et strangulation d'un nouveau-né tutsi.<sup>12</sup> Le 5 septembre 2007, le tribunal de première instance a reconnu Habarugira coupable de tous les chefs d'accusation sauf le premier. Cinq autres médecins ont aussi été

<sup>11</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un parent de Habarugira, Kigali, 11 avril 2008.

<sup>12</sup> Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Ngoma, district de Huye, province du Sud, 22 août 2007.

Photo: Pascal Habarugira. © Privé

reconnus coupables d'avoir joué un rôle dans la mort de Tutsis à l'hôpital universitaire de Butare durant le génocide. Tous ont été condamnés à 30 années d'emprisonnement.<sup>13</sup>

Habarugira a fait appel de sa condamnation, plaidant que le tribunal de première instance n'avait pas examiné le témoignage de certains témoins à décharge (dont huit rescapés du génocide qui travaillaient avec lui à l'hôpital en 1994) et n'avait pas tenu compte d'importantes incohérences dans le témoignage de plusieurs femmes qui l'accusaient. Il a essayé de prouver que l'un des principaux témoins à charge ne se trouvait pas dans la région pendant le génocide comme elle le prétendait, mais le tribunal a refusé d'appeler un témoin détenu qui pouvait confirmer ce fait ou de faire venir des procès-verbaux d'un autre procès dans lequel la femme avait admis se trouver ailleurs. Un témoignage en appel a révélé que Habarugira n'avait pas remis la femme tutsie aux militaires contrairement aux allégations et que le nouveau-né qu'il avait soi-disant tué était toujours vivant (et présent à l'audience avec sa mère). En dépit des témoignages de poids présentés, la cour d'appel a confirmé l'inculpation du 6 février 2008, mais a réduit sa peine à 19 ans d'emprisonnement sans aucune explication pour la réduction de peine.<sup>14</sup>

La Commission nationale des droits de la personne (CNDP), qui avait envoyé des observateurs pour surveiller le déroulement du procès, a constaté tant de violations de procédure lors de l'audience d'appel qu'elle a écrit deux lettres à la secrétaire exécutive du SNJG, appelant à la révision de la condamnation. De façon particulièrement préoccupante, selon la CNDP :<sup>15</sup>

- Habarugira a été contraint de poursuivre son procès en appel alors même qu'il n'avait reçu que la veille une copie du jugement de première instance et qu'il n'avait pas eu le temps de préparer sa défense ;
- Habarugira a été forcé de se défendre lui-même lors d'une audience alors qu'il était malade et avait demandé un ajournement;
- Habarugira a été interrompu à maintes reprises par les juges *gacaca* et s'est vu refuser le droit de présenter des lettres de personnes qui ne pouvaient pas être présentes à l'audience ;

---

13 « *Gacaca Court Jails Six Doctors for 30 Years* », The New Times, 5 septembre 2007, <http://allafrica.com/stories/200709060079.html> (consulté le 10 décembre 2010); « *The Brother of the Former President, Sentenced to 30 Years in Prison* », Hironde News Agency, 10 septembre 2007, <http://www.hirondellenews.com/content/view/9901/309> (consulté le 10 décembre 2010).

14 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Ngoma, district de Huye, province du Sud, 30 janvier et 6 février 2008.

15 Lettre réf : CDRH/183/08 de la Commission nationale des droits de la personne à la Secrétaire exécutive du SNJG, Domitilla Mukantaganzwa, 31 mars 2008, p. 1 (document en possession de Human Rights Watch) ; lettre réf : CDRH/735/08 de la Commission nationale des droits de la personne à la Secrétaire exécutive du SNJG, Domitilla Mukantaganzwa, 10 décembre 2008 (document en possession de Human Rights Watch).

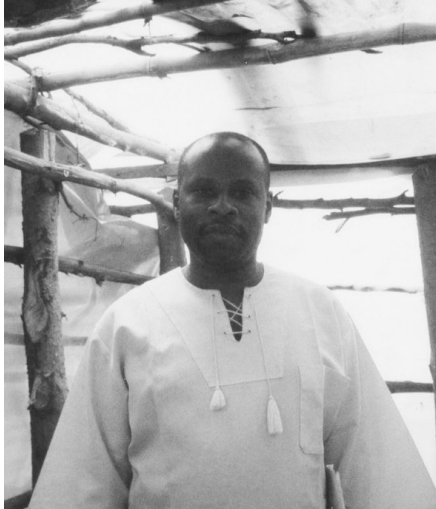
- La cour d'appel a interrompu le témoignage de plusieurs témoins à décharge et a refusé d'appeler des témoins à décharge supplémentaires ayant des informations pertinentes ;
- La cour d'appel comprenait un juge qui avait témoigné contre Habarugira à une précédente audience de l'affaire ;
- La cour d'appel n'a fourni aucune motivation dans son jugement et n'a pas indiqué les crimes pour lesquels elle jugeait Habarugira coupable.

La demande de révision faite par Habarugira a été rejetée, d'abord en avril 2008 par la juridiction *gacaca* locale, et à nouveau en juin 2008 par le SNJG.<sup>16</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, Habarugira se trouvait toujours en prison.

---

<sup>16</sup> Lettre refusant la révision, signée par le Président de l'Assemblée générale des juridictions *gacaca* du secteur de Ngoma, 16 avril 2008 (document en possession de Human Rights Watch) ; lettre réf : 1046/MJD/2009 refusant la révision, signée par la Secrétaire exécutive du SNJG, Domitilla Mukantaganzwa, 13 mai 2009 (document en possession de Human Rights Watch).





## LE CAS DE THÉODORE MUNYANGABE

**Le cas de Théodore Munyangabe illustre les préoccupations relatives au droit de ne pas être jugé deux fois pour le même crime (double incrimination), au droit d'avoir suffisamment de temps pour préparer sa défense et les risques encourus par les témoins à décharge.**

Théodore Munyangabe était une haute autorité locale (sous-préfet) de la préfecture de Cyangugu avant, pendant et après le génocide. Il était l'une des rares autorités à être restée en fonction après le génocide, ayant fait l'objet de nombreux éloges pour ses actions visant à protéger et aider les Tutsis.<sup>17</sup>

En mars 1995, Munyangabe a été arrêté par la police sur des accusations d'implication dans le génocide. Un tribunal classique l'a jugé et reconnu coupable, le condamnant à mort, ce qui était la peine maximale à l'époque. Une cour d'appel a infirmé sa condamnation en juillet 1999 et a ordonné sa libération. La police a placé Munyangabe en résidence surveillée quelques jours après sa libération, toutefois, et l'a officiellement arrêté de nouveau un mois plus tard sur de nouvelles accusations de génocide non précisées.<sup>18</sup>

Munyangabe est resté en prison pendant neuf ans, sans autre audience ni procès, jusqu'à ce qu'il soit finalement traduit devant un tribunal *gacaca* en novembre 2008. Le tribunal de première instance a conclu que l'affaire était identique à celle jugée devant

Photo: Théodore  
Munyangabe, prison  
centrale de Cyangugu.  
© 1999 Amnesty  
International

<sup>17</sup> Le ministre de l'Intérieur du Rwanda, Abdul Karim Harelimana, faisait partie des personnes qui ont fait son éloge. Voir lettre de l'épouse de Munyangabe au Président Kagame au sujet de l'affaire de son mari, 31 juillet 2009 (document en possession de Human Rights Watch).

<sup>18</sup> Amnesty International, « Rwanda: The Troubled Course of Justice: Tried, Acquitted... and Still in Gaol », AI Index: AFR 47/11/00, avril 2000, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR47/011/2000/en> (consulté le 30 août 2010).

les tribunaux classiques et a rejeté les accusations.<sup>19</sup> Au lieu d'être libéré cependant, Munyangabe a été traduit devant une juridiction *gacaca* voisine et accusé des mêmes crimes.

Munyangabe a soutenu que l'affaire devait être rejetée au motif de la double incrimination, mais le tribunal n'était pas de cet avis et le procès s'est poursuivi. L'une des irrégularités les plus flagrantes au procès a été le fait que le juge-président ait obtenu d'un homme sous la contrainte qu'il fasse une déclaration écrite contre l'accusé. Après qu'un représentant local du Front patriotique rwandais (FPR, le parti au pouvoir), ait témoigné que l'ancien chauffeur de Munyangabe lui avait dit que l'accusé avait participé à une réunion secrète pour planifier le génocide, le tribunal a cité le chauffeur à comparaître pour témoigner. Le chauffeur a nié avoir jamais fait cette déclaration, ajoutant que le représentant du FPR et un second homme avaient sans succès tenté de faire pression sur lui pour qu'il accuse Munyangabe. Le juge-président a immédiatement réprimandé le témoin et a menacé de l'arrêter pour parjure. Quand le témoin a persisté qu'il n'avait jamais fait cette déclaration, le juge a ajourné la procédure et dit au témoin de rentrer chez lui et de réfléchir aux conséquences d'un faux témoignage. Le lendemain, le témoin a réapparu et a donné à contrecœur au tribunal une déclaration écrite impliquant l'accusé dans la réunion en question. Le tribunal a inculpé Munyangabe en grande partie sur la base de cette déclaration et l'a condamné à la peine de « réclusion criminelle à perpétuité ».<sup>20</sup>

En appel, Munyangabe a fait valoir qu'il avait été illégalement condamné pour les mêmes crimes pour lesquels un tribunal classique l'avait déjà acquitté. Le tribunal a rejeté cet argument et a jugé que la réunion de planification du génocide présumée constituait une nouvelle accusation. Munyangabe a souligné que la question de ces réunions avait été soulevée dans l'affaire devant le tribunal classique mais avait été rejetée. Il a également noté que la nouvelle allégation n'avait pas été soulevée au cours de la phase nationale de collecte d'informations du processus *gacaca* et que le nouveau témoin s'était contredit lui-même à plusieurs reprises. Il a demandé au tribunal de citer le chauffeur à comparaître, mais le tribunal a refusé et a confirmé la condamnation de Munyangabe.<sup>21</sup>

---

19 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Mururu, district de Rusizi, province de l'Ouest, 27 novembre 2008.

20 Entretien par téléphone de Human Rights Watch avec un représentant d'une ONG qui observait le procès, 10 décembre 2010. Le Parlement a introduit la peine de « réclusion criminelle à perpétuité » lorsqu'il a aboli la peine de mort en 2007. La loi définit cette peine come suit : (i) « le condamné ne peut bénéficier d'aucune mesure de grâce ou d'amnistie, de la libération conditionnelle ni de la réhabilitation, sans qu'il ait accompli au moins vingt ans (20) d'emprisonnement et (ii) le condamné est mis dans l'isolement. » Loi organique no.31/2007 du 25 juillet 2007 portant abolition de la peine de mort, Journal Officiel, no. 46 édition spéciale. Voir aussi Loi no. 32/2010 du 22/09/2010 relatif à l'exécution de la peine de réclusion criminelle à perpétuité. Jusqu'à présent, cette peine n'a pas été mise en application car le Rwanda ne dispose pas d'installations suffisantes pour isoler un grand nombre de prisonniers.

21 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Shangi, district de Nyamasheke, province de l'Ouest, 24-26 août 2009, 1-5 et 14-15 septembre 2009.

Au cours de l'appel, deux rescapés du génocide ont été intimidés et arrêtés pour avoir tenté de défendre Munyangabe. Les deux hommes se sont présentés pour témoigner le premier jour, mais l'audience a été reportée. Peu après que la communauté locale se soit dispersée ce jour-là, la police a arrêté les deux hommes sans explication et les a gardés en détention toute la nuit. Le procureur local a obtenu leur libération le lendemain après que d'autres rescapés de la communauté se soient plaints des arrestations.<sup>22</sup> Malgré le harcèlement, les deux hommes ont tout de même décidé de témoigner. Le premier homme a dû subir l'hostilité des juges mais n'a pas eu d'autres problèmes lors de son témoignage.

Le deuxième homme a déclaré que la partie civile avait soudoyé d'autres rescapés pour accuser Munyangabe et que Munyangabe n'avait commis aucun acte répréhensible durant le génocide. Après que l'homme a quitté l'audience, la partie civile (une femme) l'a accusé d'avoir tenté de l'intimider. Le tribunal a ordonné que l'homme soit arrêté et ramené au tribunal *gacaca* pour interrogatoire. Pendant ce temps, le juge a réprimandé les autres rescapés présents à l'audience et leur a rappelé la « nécessité de parler d'une seule voix et de ne pas se battre les uns contre les autres. »<sup>23</sup> Il a menacé d'envoyer en prison pour parjure toute autre personne critiquant la partie civile. Des militaires sont allés jusqu'au domicile du second témoin et l'ont ramené au tribunal *gacaca*. Avant qu'ils ne soient revenus cependant la procédure de la journée s'était achevée et l'homme a été placé en détention. Après de vives protestations de la part d'autres rescapés locaux se trouvant sur les lieux, le juge-président a ordonné sa libération.<sup>24</sup>

La juridiction *gacaca* a rejeté la requête en révision de Munyangabe en novembre 2009.<sup>25</sup> Munyangabe a alors écrit au SNIG pour se plaindre mais il n'avait pas encore reçu de réponse au moment de la rédaction de ce rapport, et il se trouvait toujours en prison.

---

22 Entretiens de Human Rights Watch avec des habitants, secteur de Shangi, 25 août 2009.

23 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Shangi, district de Nyamasheke, province de l'Ouest, 14 septembre 2009.

24 Entretiens de Human Rights Watch avec des habitants, secteur de Shangi, 14-15 septembre 2009.

25 Lettre refusant la révision, signée par le Président de l'Assemblée générale des juridictions *gacaca* du secteur de Gihundwe, 25 novembre 2009 (document en possession de Human Rights Watch).

## LE CAS DE JEAN-NÉPOMUSCÈNE MUNYANGABE



### Le cas de Jean-Népomuscène illustre les préoccupations relatives au droit de ne pas être détenu arbitrairement et au droit à une justice impartiale.

En novembre 2007, Jean-Népomuscène Munyangabe a appris qu'il avait été reconnu coupable de génocide et condamné à 18 ans d'emprisonnement dans un tribunal *gacaca* du sud du Rwanda. À l'époque, il travaillait pour le Programme alimentaire mondial des Nations Unies au Tchad (où il se trouvait depuis 2005). Ni lui ni sa famille, qui résidait toujours au Rwanda, n'avaient été informés de l'affaire en cours contre lui, alors même que son emploi à l'époque était bien connu dans la région.<sup>26</sup>

Convaincu de sa propre innocence, Munyangabe a pris congé de son poste au Tchad et il est retourné au Rwanda pour contester la condamnation.<sup>27</sup> Il a déposé son appel écrit en janvier 2008. Il a été arrêté et maintenu en détention par la police pendant près de trois mois jusqu'à ce que son procès ait lieu.<sup>28</sup> Un verdict définitif a été prononcé en juillet 2008 après une série de procédures *gacaca* défectueuses, abordées ci-dessous. Munyangabe a été reconnu coupable d'implication dans la mort de deux Tutsis qui avaient cherché refuge dans sa maison familiale et il a été condamné à 19 ans d'emprisonnement.<sup>29</sup>

---

26 Entretien de Human Rights Watch avec Jean-Népomuscène Munyangabe, prison de Mpanga, 6 février 2008 ; entretien de Human Rights Watch avec un représentant *gacaca*, Nyanza, 18 mars 2008. Une autorité a déclaré à Human Rights Watch qu'il était bien connu que Munyangabe travaillait pour l'ONU au Tchad, mais il ne pouvait pas expliquer pourquoi les autorités n'avaient fait aucune tentative pour l'avertir, lui ou sa famille.

27 Entretien de Human Rights Watch avec Munyangabe, prison de Mpanga, 6 février 2008.

28 Ibid. Voir aussi : entretien de Human Rights Watch avec l'épouse de Munyangabe, Butare, 18 avril 2008 ; entretien de Human Rights Watch avec le coordinateur de district, Nyanza, 7 mai 2008.

29 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Kibilizi, district de Nyanza, province du Sud, 18 et 25 mars, et 4 avril 2008.

Photo: Jean-  
Népomuscène  
Munyangabe  
© Privé

Le procès a révélé que, plutôt que d'être responsables de meurtres commis pendant le génocide, Munyangabe et sa famille avaient activement cherché à protéger les Tutsis des tueurs en 1994 en les cachant dans leur maison. Les deux victimes sont venues chercher refuge dans leur maison mais ont changé d'avis quand elles ont constaté que d'autres Tutsis s'y cachaient déjà et elles ont eu peur d'être découvertes par les milices locales. Les victimes ont convaincu le père de Munyangabe de les aider à fuir vers le Burundi, mais ils ont été interceptés sur la route et les deux Tutsis ont été tués. Le père de Munyangabe a été tué peu après le génocide à son retour au Rwanda.

Sept témoins, dont quatre voisins et trois rescapés du génocide qui s'étaient réfugiés dans la maison de sa famille ont déposé en faveur de Munyangabe. Une parente de la victime a affirmé qu'elle avait vu Munyangabe voyageant avec son père et les victimes ce soir-là avant que la tuerie n'ait lieu, mais son témoignage a été contredit par plusieurs autres témoins.

D'autres personnes qui ont accusé Munyangabe ont simplement déclaré qu'il était ami avec une famille voisine ayant commis des crimes pendant le génocide et qu'il devait avoir commis le génocide aussi. Une personne a émis l'hypothèse que Munyangabe avait abandonné ses études à Butare et était revenu dans sa maison familiale en 1994 pour commettre des crimes. Toutes ces personnes étaient des membres de la famille de la victime, et aucune n'était un témoin direct des événements en question.

Le tribunal *gacaca* a acquitté Munyangabe et a ordonné sa libération immédiate le 4 avril 2008. Le coordinateur de district a transmis l'ordre de libération à la prison où Munyangabe était détenu, mais il est ensuite revenu le récupérer et a empêché la libération de Munyangabe. La partie civile a interjeté appel de l'acquittement, et Munyangabe a été maintenu en prison, au prétexte qu'ainsi il ne pourrait pas fuir le pays.<sup>30</sup>

Le procès en appel, qui a commencé le mois suivant, s'est ouvert sur le refus du juge-président de se récuser en dépit des allégations selon lesquelles il était un ami proche de la partie civile dans l'affaire. Trois autres audiences ont eu lieu, au cours desquelles le juge-président a agi de façon partielle, a pris des décisions sans consulter les autres juges, a réagi avec colère aux déclarations faites par l'accusé, a interrompu et mis en détention au moins trois témoins à décharge sur des allégations de parjure et tenté de manipuler le procès-verbal écrit de la procédure.<sup>31</sup> Le 17 juin 2008, le procès a été suspendu indéfiniment.

Le SNJG est intervenu pour transférer l'affaire à une autre juridiction, mais les nouveaux juges n'ont siégé que pendant une seule séance et ont condamné Munyangabe malgré

---

30 Entretien de Human Rights Watch avec le coordinateur de district, Nyanza, 7 mai 2008.

31 Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Kibilizi, district de Nyanza, province du Sud, 20 mai, et 10 et 17 juin 2008. Les tentatives du juge pour altérer le procès-verbal écrit ont été contrecarrées par les autres juges.

l'absence de nouveaux éléments de preuve. Il a été condamné à 19 ans d'emprisonnement.<sup>32</sup> En mai 2010, le SNJG a refusé la demande de Munyangabe en révision, le laissant sans autre recours.<sup>33</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, il était toujours en prison.

---

<sup>32</sup> Human Rights Watch, observations de procès, juridiction du secteur de Kibilizi, district de Nyanza, province du Sud, 27 juillet 2008.

<sup>33</sup> Lettre réf : 2422KE/MD/20010 refusant la révision, signée par la secrétaire exécutive du SNJG, Domitilla Mukantanzwa, 20 mai 2010 (document en possession de Human Rights Watch).